

BM/LC/AT

310943 01

REGISTRE DU COMMERCE
DE BONNEVILLE

05 AOUT 2003

DROIT DE TIMBRE PAYE SUR ETAT Autorisation du 01.09.1988	Visa comptabilité : No	P. Min : 6 P. Ann : 6
	Visa Formalités :	P. Exp : 6x2 P. Com : 6x2 P. Com : 6x3

CESSION DE PARTS SOCIALES

Monsieur et Madame Aimé TRIGNAT/Monsieur Gilles TRIGNAT
AU SEIN DE LA SARL C.G.A.T.

**L'AN DEUX MIL TROIS,
Le vingt cinq juillet.**

Maître Bruno MINEO, Notaire à GRENOBLE, membre de la Société Civile Professionnelle "Christian FELIX, Yves SERPINET, Georges MICHELLAND, Bruno MINEO, Gilles BOURET et Hugues BONNEMAIS" titulaire d'un Office Notarial à GRENOBLE (38000), 7 rue Vicat, soussigné,

Agissant à la requête des parties ci-après identifiées a reçu le présent acte authentique comportant cession de parts sociales.

IDENTIFICATION DES PARTIES

1°) Monsieur Aimé René **TRIGNAT**, Retraité et Madame Yvette Marcelle **COCAT**, son épouse, retraitée, demeurant ensemble à VIF (Isère), 42, Avenue Général de Gaulle

Nés, savoir :

Monsieur à LE GUA (Isère), le 18 décembre 1930,

Madame à VIF (Isère), le 16 juillet 1935.

Epoux mariés sous l'ancien régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de VIF (Isère), le 3 juillet 1954,

Mais actuellement soumis au régime de la communauté universelle aux termes de l'acte contenant changement de régime matrimonial reçu par Maître VINCENT, Notaire à MEYLAN, le 17 mars 1994, homologué suivant jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance de BONNEVILLE, le 12 octobre 1994.

Ledit régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

Ci-après dénommés " LE CEDANT "

2°) Monsieur Gilles Henri Joseph **TRIGNAT**, Promoteur, demeurant à MONTBONNOT SAINT MARTIN (Isère), 1374 Avenue de l'Europe,

Né à VARCES ALLIERES ET RISSET (Isère), le 05 octobre 1956,

Epoux en secondes noces de Madame Violette MORENO, avec laquelle il est marié sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code Civil aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître Bruno ESCALLIER, Notaire à DOMENE (Isère), le 29 avril 1988, préalable à son union célébrée à la Mairie de SAINT MARTIN D'URIAGE (Isère), le 30 avril 1988.

Ledit régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

Ci-après dénommé " LE CESSIONNAIRE "

PRESENCE ET REPRESENTATION

Toutes les parties sont ici présentes.

Préalablement aux présentes, les parties ont tout d'abord exposé ce qui suit:

G T.A. T.Y

EXPOSE

1° Constitution de la société

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à MEGEVE (74120), du 17 janvier 1996, enregistré à SALVANCHES, le 2 février 1996, Volume 211, Folio 29 bordereau 55/5.

Il a été constituée une Société à Responsabilité Limitée dénommée C.G.A.T, au capital de 50.000 francs, divisé en 500 parts sociales de 100 francs chacune et dont le siège a été fixé à MEGEVE (74120), 31, Rue d'Arly.

Madame Yvette TRIGNAT a été nommée première gérante.

Cette société a été immatriculée le 17 février 1996 au Tribunal de Grande Instance de BONNEVILLE sous le numéro 403 793 706 RCS BONNEVILLE.

La société a pour objet :

- Toutes actions de promotion immobilière,
- Toutes prises de participation dans toutes opérations de construction,
- L'acquisition, la vente de tous tenements immobiliers bâtis ou non bâtis,
- La construction sur les terrains sociaux de tous bâtiments, immeubles collectifs à usage commercial ou d'habitation, villas, pavillons, etc...
- Toutes études d'implantation d'immeubles et de tous travaux de terrassement et de viabilité,
- Toutes activités de conseil en matière immobilière,
- Eventuellement la division des immeubles construits par la société en appartements et locaux séparés,
- Toutes opérations de lotissement, l'exécution de tous travaux d'aménagement et de viabilité,
- La vente en bloc ou par lots des appartements, locaux et immeubles édifiés par la société ou acquis par elle, ou pour le compte de tiers,
- La réalisation de tous travaux d'ingénierie en matière immobilière ou d'urbanisme,
- Toutes opérations de marchand de biens,
- La propriété, l'administration, l'entretien et la gestion par voie de location ou autrement en totalité ou en partie des immeubles sociaux,
- Pour faciliter les opérations ci-dessus, le recours à l'emprunt auprès de tous organismes de crédit ou de tous particuliers assorti, le cas échéant, au profit des prêteurs ou des cautions, de toutes garanties, notamment d'affectation hypothécaire,
- Toutes activités de gestion d'opérations immobilières, délégation de maîtrise d'ouvrage, suivi et coordination des opérations immobilières,
- et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou autres pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter le développement.

La société pourra également s'intéresser directement ou indirectement à la création ou à l'exploitation de toutes sociétés ou affaires similaires ou connexes, existantes ou à créer et ce par tous moyens sans exception, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, souscription, achat d'actions ou participation, achat ou location de tout ou partie de l'actif social de toutes sociétés ou affaires auxquelles la société pourra s'intéresser, de fusion, d'alliance, de groupement d'intérêt économique, d'achat ou de souscription de tous droits sociaux.

Elle pourra également prendre à bail avec ou sans promesse de vente et acquérir par voie d'apport ou autrement, tout ou partie des biens mobiliers ou immobiliers, actifs ou passifs dépendant des sociétés ou entreprises dont les activités seraient similaires à la sienne. Elle pourra faire toutes ces opérations soit seule, soit en participation sous quelque forme que ce soit.

La société est actuellement gérée par Monsieur Philippe ROMAN.

Cession de parts : Les parts sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants ou descendants, même si le conjoint, ascendant ou descendant cessionnaire n'est pas associé.

Régime fiscal : Impôt sur les sociétés.

2°) Répartition actuelle du capital social

Le capital social de la société est actuellement réparti entre les associés comme suit :

* Madame Yvette TRIGNAT, titulaire de DEUX CENT CINQUANTE parts, numérotées de 1 à 250, ci	250 parts
* Monsieur Aimé TRIGNAT, titulaire de DEUX CENT CINQUANTE parts, numérotées de 251 à 500, ci	250 parts
Soit au total :	500 parts

IL EST PASSE AINSI QU'IL SUI A LA CESSIION DE PARTS DE LA SARL C.G.A.T. CONVENUE DIRECTEMENT ENTRE LES PARTIES.

CESSION DE PARTS

Les cédants cèdent et transportent sous les garanties ordinaires et de droit à Monsieur Gilles TRIGNAT, qui l'accepte, les CINQ CENTS (500) parts sociales de 15,2449 euros chacune, numérotées de 1 à 500, dont ils sont titulaires dans la SARL C.G.A.T.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les cédants sont propriétaires des parts sociales cédées, pour les avoir souscrites lors de la constitution de la société le 17 janvier 1996.

CHARGES ET CONDITIONS

Le cessionnaire sera propriétaire des parts qui lui sont cédées, à compter de ce jour, avec tous les droits y attachés.

Il en aura la jouissance à compter de ce jour par la perception des produits attachés aux dites parts.

A cet effet, les cédants mettent et subrogent le cessionnaire dans tous les droits et actions attachés aux parts cédées.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de CINQ CENT TRENTE CINQ MILLE CENT DIX NEUF EUROS (535.119 €) compte courant compris.

Lequel prix a été payé comptant en dehors de la comptabilité de l'Office Notarial par le cessionnaire, savoir :

- à concurrence de DEUX CENT SOIXANTE SEPT MILLE CINQ CENT CINQUANTE NEUF EUROS ET CINQUANTE CENTS (267.559,50 €) au profit de Monsieur Aimé TRIGNAT qui le reconnaît et lui en consent quittance.

DONT QUITTANCE

- à concurrence de DEUX CENT SOIXANTE SEPT MILLE CINQ CENT CINQUANTE NEUF EUROS ET CINQUANTE CENTS (267.559,50 €) au profit de Madame Yvette TRIGNAT qui le reconnaît et lui en consent quittance.

DONT QUITTANCE

AGREMENT DE LA CESSIION

La présente cession de part est dispensée d'agrément conformément aux dispositions de l'article 10 - III des statuts de la SARL C.G.A.T., en raison de la qualité de descendant de Monsieur Gilles TRIGNAT.

C. t. A. T. Y. y

REGIME FISCAL DE LA SOCIETE

Il est précisé que la société restera soumise à l'impôt sur les Sociétés.

OPPOSABILITE A LA SOCIETE

Monsieur Gilles TRIGNAT, agissant aux présentes en qualité de gérant de la SARL C.G.A.T, dispense le Notaire soussigné de lui notifier la cession de parts contenue aux termes du présent acte.

Monsieur Gilles TRIGNAT déclare en outre qu'il n'existe entre ses mains aucune opposition ni empêchement quelconque pouvant arrêter l'effet de ladite cession.

DECLARATIONS DES CEDANTS

Chacun des cédants déclare :

Qu'il est né et marié comme indiqué en tête de l'acte.

Qu'il dispose de la pleine capacité civile.

Qu'il est résident français au sens de la réglementation des changes.

Que les parts cédées sont libres de tout nantissement, saisie ou autre mesure quelconque pouvant faire obstacle à la cession, anéantir ou réduire les droits du cessionnaire.

Que la SARL C.G.A.T n'est assujettie à aucune procédure collective résultant des dispositions légales.

DECLARATIONS DU CESSIONNAIRE

Le cessionnaire déclare :

Qu'il est né et marié comme indiqué en tête de l'acte.

Qu'il dispose de la pleine capacité civile.

Qu'il est résident français au sens de la réglementation des changes.

ARRONDI DU CAPITAL SOCIAL A L'EURO INFERIEUR

Les associés de la société constatent que l'expression en euros du capital social de 50.000 francs, au moyen de la conversion de cette valeur par application du taux officiel de conversion ressort à 7.622,45 Euros.

Ils décident d'arrondir le montant global du capital au nombre entier d'euros immédiatement inférieur, soit 7.622 Euros.

Ils décident en conséquence de réduire le capital social d'un montant de 0,45 Euro et d'inscrire cette somme à un compte de réserves indisponibles.

MODIFICATIONS STATUTAIRES

Les associés décident de modifier les articles 6 "APPORTS" et 7 "CAPITAL SOCIAL" des statuts qui deviennent ainsi libellés :

Article 6 – APPORTS

1°) Lors de la constitution :

- Madame Yvette COCAT épouse TRIGNAT
a apporté à la société une somme de VINGT
CINQ MILLE (25.000) francs, soit 3.811,23
euros, ci 3.811,23 €

- Monsieur Aimé TRIGNAT
a apporté à la société une somme de VINGT
CINQ MILLE (25.000) francs, soit 3.811,22
euros, ci 3.811,22 €

2°) Aux termes de l'assemblée générale du 25
juillet 2003 dont le procès-verbal a été reçu par
Maître MINEO, Notaire à GRENOBLE, le capital
social a été réduit de 0,45 euro, ci - 0,45 €

TOTAL DES APPORTS : 7.622,00 €

...
Le reste sans changement.

Article 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de SEPT MILLE SIX CENT VINGT
DEUX (7.622) Euros divisé en CINQ CENTS (500) parts sociales de 15,244 euros
chacune, numérotées 1 et 500, qui compte tenu tant des apports d'origine que des
différentes modifications intervenues depuis la constitution de la société appartiennent
en totalité à Monsieur Gilles TRIGNAT.

...
Le reste sans changement.

FORMALITESENREGISTREMENT

Le présent acte sera enregistré à la recette des impôts de GRENOBLE
CHARTREUSE.

Le cédant déclare être propriétaire des parts cédées pour les avoir
souscrites, comme il est indiqué au paragraphe "Origine de Propriété".

En conséquence, le cessionnaire sollicite l'application de l'article 726 du
Code Général des Impôts sur le prix de cession des parts.

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

Conformément aux prescriptions légales et réglementaires, deux expéditions
des présentes seront déposées au Tribunal de Grande Instance de BONNEVILLE en
annexe au Registre du Commerce et des Sociétés de BONNEVILLE en vue de l'
opposition aux tiers de la cession des parts.

IMPOSITION SUR LA PLUS VALUE

Les cédants déclarent que pour l'imposition de leurs revenus, ils dépendent
de l'inspection des contributions directes de GRENOBLE DRAC .

Les parts présentement cédées leur appartiennent pour les avoir souscrites
comme il est indiqué au paragraphe "Origine de Propriété".

Monsieur Aimé TRIGNAT et Madame Yvette TRIGNAT ont à ce jour une
participation supérieure à 25 % dans les bénéfices de la société "C.G.A.T", société
ayant son siège social en France, et soumise à l'impôt sur les sociétés.

G

T. A. T. Y

1

Monsieur Gilles TRIGNAT prend l'engagement de conserver les droits sociaux de la société "C.G.A.T" présentement cédés pendant une durée de cinq ans et ne pas les revendre à un tiers.

En application de l'article 150-0 A-I-3°, du Code Général des Impôts, la présente cession par Monsieur Aimé TRIGNAT et Madame Yvette TRIGNAT à leur enfant, Monsieur Gilles TRIGNAT, sera exonérée de plus value, dans la mesure où Monsieur Gilles TRIGNAT aura respecté l'engagement ci-dessus.

FRAIS

Les droits, frais et honoraires des présentes et ceux qui en seront la suite et la conséquence seront supportés par le cessionnaire qui s'oblige à les acquitter.

MENTION

Mention des présentes est consentie partout où besoin sera.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur demeure respective.

LECTURE DES LOIS - AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des peines et sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

En outre, le notaire soussigné affirme, qu'à sa connaissance, le présent acte n'est contredit ni modifié par aucune contre lettre contenant une augmentation de prix.

DONT ACTE

Comprenant :

- pages : six
- chiffres nuls : néant
- blancs barrés : néant
- mots nuls : néant
- lignes nulles : néant
- renvois : néant

Spécialement approuvé par les parties et le notaire.

[Signature] TA. T4

Fait et passé à GRENOBLE (Isère), 7, Rue Vicat

Les jours, mois et an sus-indiqués,

Et après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le Notaire soussigné.

NOM : Mr Aimé TRIGNAT SIGNATURE : <i>[Signature]</i>	NOM : Mme Yvette TRIGNAT SIGNATURE : <i>[Signature]</i>
NOM : Mr Gilles TRIGNAT pour lui-même et la SARL C.G.A.T SIGNATURE : <i>[Signature]</i>	NOM : Maître Bruno MINEO SIGNATURE : <i>[Signature]</i>



COPIE AUTHENTIQUE réalisée par repro-
graphie conforme à l'original, délivrée en
application du décret no 71-941 du 26 nov.
1971, établie sur 6 pages.
POUR COPIE AUTHENTIQUE

C.G.A.T

Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 7.622 euros
Siège social : MEGEVE (74120)
31, Rue d'Arly
403 793 706 RCS BONNEVILLE

S T A T U T S

Article 1er - FORME

Il est formé par les présentes, une société à responsabilité limitée qui existera entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement.

Cette société sera régie par les lois en vigueur, notamment la loi du 24 juillet 1966 et le décret du 23 mars 1967 et du 30 mai 1984, les textes qui les ont modifiés ou les modifieront ainsi que les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet, directement ou indirectement :

- Toutes actions de promotion immobilière,
- Toutes prises de participation dans toutes opérations de construction,

- L'acquisition, la vente de tous tenements immobiliers bâtis ou non bâtis,
- La construction sur les terrains sociaux de tous bâtiments, immeubles collectifs à usage commercial ou d'habitation, villas, pavillons, etc...
- Toutes études d'implantation d'immeubles et de tous travaux de terrassement et de viabilité,
- Toutes activités de conseil en matière immobilière,
- Eventuellement la division des immeubles construits par la société en appartements et locaux séparés,
- Toutes opérations de lotissement, l'exécution de tous travaux d'aménagement et de viabilité,
- La vente en bloc ou par lots des appartements, locaux et immeubles édifiés par la société ou acquis par elle, ou pour le compte de tiers,
- La réalisation de tous travaux d'ingénierie en matière immobilière ou d'urbanisme,
- Toutes opérations de marchand de biens,
- La propriété, l'administration, l'entretien et la gestion par voie de location ou autrement, en totalité ou en partie des immeubles sociaux,
- Pour faciliter les opérations ci-dessus, le recours à l'emprunt auprès de tous organismes de crédit ou de tous particuliers assorti, le cas échéant, au profit des prêteurs ou des cautions, de toutes garanties, notamment d'affectation hypothécaire,
- Toutes activités de gestion d'opérations immobilières, délégation de maîtrise d'ouvrage, suivi et coordination des opérations immobilières,
- et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou autres pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter le développement.

La société pourra également s'intéresser directement ou indirectement à la création ou à l'exploitation de toutes sociétés ou affaires similaires ou connexes, existantes ou à créer et ce par tous moyens sans exception, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, souscription, achat d'actions ou participation, achat ou location de tout ou partie de l'actif social de toutes sociétés ou affaires auxquelles la société pourra s'intéresser, de fusion, d'alliance, de groupement d'intérêt économique, d'achat ou de souscription de tous droits sociaux.

Elle pourra également prendre à bail avec ou sans promesse de vente et acquérir par voie d'apport ou autrement, tout ou partie des biens mobiliers ou immobiliers, actifs ou passifs dépendant des sociétés ou entreprises dont les activités seraient similaires à la sienne. Elle pourra faire toutes ces opérations soit seule, soit en participation sous quelque forme que ce soit.

Article 3 - DENOMINATION

La société prend pour dénomination :

"C.G.A.T."

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les factures, lettres, annonces et publications diverses, la dénomination doit toujours être précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "SARL", de l'énonciation du montant du capital social et du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, et pendant le cours de la liquidation, la dénomination sociale doit être suivie de la mention "société en liquidation" et du nom du ou des liquidateurs.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à MEGEVE (74120), 12 rue d'Arly.

Il pourra être transféré en tout autre endroit en vertu d'une délibération collective des associés prise en conformité de l'article 17 ci-après.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à QUATRE VINGT DIX NEUF (99) années qui commenceront à courir le jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance sera tenue de provoquer une décision collective extraordinaire des associés pour décider si la société sera prorogée ou non.

A défaut, tout associé peut demander en justice, conformément aux dispositions de l'article 1844-6 du Code Civil, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer une décision des associés sur la question.

Article 6 - APPORTS

1°) Lors de la constitution :

- Madame Yvette COCAT épouse TRIGNAT a apporté à la société une somme de VINGT CINQ MILLE (25.000) francs, soit 3.811,23 euros, ci	3.811,23 €
- Monsieur Aimé TRIGNAT a apporté à la société une somme de VINGT CINQ MILLE (25.000) francs, soit 3.811,22 euros, ci	3.811,22 €

2°) Aux termes de l'assemblée générale du 25
juillet 2003 dont le procès-verbal a été reçu par
Maître MINEO, Notaire à GRENOBLE, le capital
social a été réduit de 0,45 euro, ci

- 0,45 €

TOTAL DES APPORTS :

7.622,00 €

Les associés déclarent que ces sommes ont été déposées
par leurs soins le 16 janvier 1996, au crédit du compte ouvert,
au nom de la société en formation, au CREDIT COMMERCIAL DE
FRANCE, agence de GRENOBLE (Isère), en conformité des
dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Elles ne pourront être retirées qu'après
l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des
Sociétés.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de SEPT MILLE SIX CENT VINGT
DEUX (7.622) Euros divisé en CINQ CENTS (500) parts sociales de 15,244 euros
chacune, numérotées 1 et 500, qui compte tenu tant des apports d'origine que des
différentes modifications intervenues depuis la constitution de la société appartiennent
en totalité à Monsieur Gilles TRIGNAT.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, les associés déclarent que toutes les parts sociales sont bien réparties entre eux dans les proportions sus-indiquées et qu'elles sont toutes intégralement libérées.

Article 8 - MODIFICATION DU CAPITAL

I - Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Si l'augmentation de capital est réalisée par voie d'élévation du montant nominal des parts existantes, à libérer en numéraire, la décision doit être prise par l'unanimité des associés.

En cas d'augmentation de capital par voie d'apports en numéraire, les associés ont, proportionnellement au nombre de parts qu'ils possèdent, un droit de préférence à la souscription des parts nouvelles représentatives de l'augmentation du capital.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales, en vertu de l'article 10, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu, d'un rapport annexé à ladite décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné en justice sur requête de la gérance.

II - Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective des associés statuant dans les conditions exigées pour la modification des statuts, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum prévu par la loi ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

La dissolution ne peut être prononcée, si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 9 - PARTS SOCIALES

I - Représentation des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

Le titre de chaque associé résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions qui seraient régulièrement consenties.

II - Droits et obligations attachés aux parts sociales

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Les apports en industrie permis par la loi donnent lieu à attribution de parts ouvrant droit au partage des bénéfices et de l'actif net, à charge de contribuer aux pertes. Ces parts sont incessibles et intransmissibles ; en cas de cessation d'activité ou de décès de l'apporteur, elles doivent être annulées.

Toute part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Sous réserve des dispositions légales applicables en matière d'apport en nature, les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions collectives des associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

Toute augmentation de capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction de capital par réduction du nombre de parts.

Une décision collective extraordinaire peut encore imposer le regroupement des parts sociales en parts d'un nominal

plus élevé ou leur division en parts d'un nominal plus faible, sous réserve du respect de la valeur nominale minimum fixée par la loi. Les associés sont tenus dans ce cas d'acheter les parts nécessaires à l'attribution d'un nombre entier de parts au nouveau nominal, ou de céder les parts excédentaires.

III - Indivisibilité des parts sociales. Exercice des droits attachés aux parts

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris entre eux ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il sera pourvu, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

Dans le cas où la majorité par tête est requise pour la validité des décisions collectives, l'indivision n'est comptée que pour une seule tête.

En cas de démembrement de la propriété, l'usufruitier exercera le droit de vote aux assemblées générales ordinaires, le nu-propriétaire aux assemblées générales extraordinaires. En cas d'augmentation de capital par apport en numéraire, le droit préférentiel de souscription sera exercé par le nu-propriétaire et, à son défaut, par l'usufruitier.

IV - Associé unique

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continuera à exister dans les conditions légales applicables aux entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée.

L'associé entre les mains duquel sont réunies toutes les parts sociales peut dissoudre la société à tout moment par déclaration au Greffe du Tribunal de Commerce du siège social.

En cas de dissolution, celle-ci entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Article 10 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS

I - Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé. Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt. Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au Greffe du Tribunal de Commerce, en annexe au registre du commerce et des sociétés.

II - Les parts sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants ou descendants, même si le conjoint, ascendant ou descendant cessionnaire n'est pas associé.

III - Les parts sociales ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit à des tiers non associés, autres que le conjoint, les ascendants ou descendants du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois de la notification du refus, faite par lettre recommandée avec accusé de réception, d'acquérir ou de faire acquérir les parts moyennant un prix fixé d'accord entre les parties, ou à défaut d'accord, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale desdites parts et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

Si, à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des dispositions des alinéas 4 et 6 du présent paragraphe, sauf dans les cas prévus par la loi.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cessions alors même qu'elles auraient eu lieu par adjudication publique, en vertu d'une décision de justice ou autrement, ou par voie de fusion ou d'apport, ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation d'une autre société.

IV - Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er du Code Civil, à moins que la société ne

préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire le capital.

V - En cas de décès d'un associé ou de dissolution de communauté entre époux, la société continue entre les associés survivants et les héritiers en ligne directe de l'associé décédé et, éventuellement son conjoint survivant, ou avec l'époux attributaire de parts communes qui ne possédait pas la qualité d'associé, sans qu'il y ait lieu à l'agrément des intéressés par la majorité des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

Les héritiers en ligne directe, descendante ou ascendante, et le conjoint survivant doivent seulement justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire.

Tous autres héritiers ou ayants droit doivent être agréés par la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, ces héritiers et ayants droit doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'un des documents susmentionnés. Dans les huit jours de leur réception, la gérance adresse à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers et ayants droit de l'associé décédé et du nombre de ses parts, afin que les associés se prononcent sur leur agrément.

En cas de dissolution de communauté, le partage est notifié par l'époux le plus diligent par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

A compter de l'envoi de la lettre recommandée par la société en cas de décès, ou de la réception par celle-ci de la notification en cas de dissolution de communauté, l'agrément est donné ou refusé dans les conditions prévues ci-dessus pour les cessions entre vifs.

VI - La gérance est habilitée à mettre à jour l'article des statuts relatif au capital social à l'issue de toute cession de parts n'impliquant pas le concours de la collectivité des associés.

Article 11 - DECES - INTERDICTION - FAILLITE D'UN ASSOCIE

Le décès, l'incapacité, l'interdiction, la faillite, ou la déconfiture de l'un quelconque des associés, personne physique ainsi que le redressement ou la liquidation judiciaire d'un associé personne morale n'entraînent pas la dissolution de la société, mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions.

Article 12 - GERANCE

I - La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de durée de leur mandat, choisis par les associés.

Les gérants sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants peuvent résilier leurs fonctions, mais seulement en fin d'exercice social en prévenant chacun des associés au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée, avec accusé de réception, sous réserve du droit pour la société de demander des dommages-intérêts au gérant qui démissionnerait par malice et sans cause légitime.

Les gérants sont révocables par décision représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants peuvent recevoir, en rémunération de leurs fonctions, un salaire fixé par délibération collective ordinaire des associés.

II - Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans ses rapports avec les associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société. Il est également convenu que le gérant peut, sans y être autorisé par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles ou fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la société autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur les immeubles sociaux ou un nantissement sur le fonds de commerce, ou concourir à la fondation de toute société.

L'opposition formée par le gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

Article 13 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES ASSOCIÉS OU GÉRANTS

Sous réserve des interdictions légales, les conventions entre la société et l'un des associés ou gérants sont soumises aux formalités de contrôle et de présentation à l'assemblée des associés prescrites par la loi.

Ces formalités s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Article 14 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes par décision collective ordinaire.

La nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire, si à la clôture d'un exercice social, la société dépasse les chiffres fixés par décret pour deux des critères suivants : total du bilan, montant hors taxes du chiffre d'affaires, nombre moyen des salariés au cours de l'exercice. Même si les seuils ci-dessus ne sont pas atteints, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

Dans ces cas, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès sont désignés également par décision collective ordinaire.

La durée du mandat des commissaires aux comptes est de six exercices.

Ils exercent leur mandat et sont rémunérés conformément à la loi.

Article 15 - DECISIONS COLLECTIVES

I - La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Ces décisions résultent au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation par correspondance. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire soit pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice soit à la demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

a) Assemblée générale

Toute assemblée générale est convoquée par la gérance ou à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou encore, à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés à son dernier domicile connu, quinze jours au moins avant la réunion.

Cette lettre contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée est présidée par l'un des gérants ou si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts.

La délibération est constatée par un procès-verbal contenant les mentions exigées par la loi, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de séance.

A défaut de feuille de présence, la signature de tous les associés présents figure sur le procès-verbal.

Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

b) Consultation écrite

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulée par les mots "oui" ou "non".

La réponse est adressée par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

II - Tout associé a droit de participer aux décisions, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de ses parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé. Dans tous les cas, un associé peut se faire représenter par un tiers muni d'un pouvoir.

III - Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, conformément à la loi. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par un gérant.

Article 16 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Sur première consultation, les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des voix émises, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

Article 17 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modifications de statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les associés peuvent, par décisions collectives extraordinaires, apporter toutes modifications permises par la loi aux statuts.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile ;
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés ;
- par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales en cas d'augmentation de capital par incorporation de bénéfices ou de réserves ;
- par les associés représentant la majorité des parts sociales, en cas de transformation en société anonyme, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 5 000 000 de Francs, et en cas de révocation d'un gérant statutaire ;
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, pour toutes les autres décisions extraordinaires.

Article 18 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Lors de toute consultation des associés, soit par écrit, soit en assemblée générale, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à la disposition sont déterminées par la loi.

En outre, à toute époque, tout associé a le droit d'obtenir au siège social, la délivrance d'une copie certifiée

conforme des statuts en vigueur au jour de la demande, dans les conditions prévues par la loi.

Article 19 - COMPTES COURANTS

Avec le consentement de la gérance, chaque associé peut verser ou laisser en compte courant, dans la caisse de la société, les sommes nécessaires à celle-ci.

Ces sommes produisent ou non des intérêts et peuvent être utilisées dans les conditions que détermine la gérance.

Les intérêts sont portés aux frais généraux et peuvent être révisés chaque année.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, à condition que les remboursements se fassent d'abord sur le compte courant le plus élevé, ou, en cas d'égalité, s'opèrent dans les mêmes proportions sur chaque compte. L'ouverture d'un compte courant constitue une convention soumise aux dispositions de l'article 13 des présents statuts.

Aucun associé ne peut effectuer des retraits sur les sommes ainsi déposées sans en avoir averti la gérance au moins trois mois à l'avance.

Article 20 - ANNEE SOCIALE - INVENTAIRE

Chaque exercice social a une durée de douze mois qui commence le premier décembre d'une année et se finit le trente novembre de l'année suivante.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 30 novembre 1996.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la gérance, un état des sûretés consenties par la société, un tableau faisant apparaître la situation des filiales et des participations s'il y en a, un inventaire de l'actif et du passif de la société, un bilan décrivant les éléments actifs et passifs, le compte de résultat récapitulant les produits et charges et l'annexe complétant et commentant l'information donnée dans les bilan et compte de résultat.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est mentionné dans l'annexe.

La gérance établit un rapport de gestion relatif à l'exercice écoulé.

Le rapport de gestion de la gérance, le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le texte des résolutions proposées, et le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes, sont communiqués aux associés dans les conditions et délais prévus par les dispositions réglementaires.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre copie.

Enfin, tout associé a droit à toute époque, de prendre connaissance par lui-même et au siège social des comptes annuels, des inventaires, des rapports soumis aux assemblées et des procès-verbaux des assemblées concernant les trois derniers exercices.

Article 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserves en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux. L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital, augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, les associés peuvent, sur proposition de la gérance, reporter à nouveau tout ou partie de

la part leur revenant dans les bénéfices ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi s'il y a lieu.

La perte, s'il en existe, est imputée sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportée à nouveau.

Article 22 - PAIEMENT DES DIVIDENDES

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

Article 23 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit sous réserve des dispositions de l'article 8-II ci-dessus d'un montant au moins égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions réglementaires.

En cas d'inobservation des prescriptions du premier ou du second alinéa qui précède, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 24 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration de la société, ou en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la société entre en liquidation, sauf dans le cas prévu au troisième alinéa de l'article 1844-5 du Code Civil.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au registre du commerce et des sociétés.

La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention "société en liquidation" ainsi que le nom du ou des

liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité en capital des associés, pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Article 25 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la présente société en société civile, en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions, exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois, cette transformation peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de francs.

Toute décision de transformation doit être précédée du rapport d'un commissaire aux comptes inscrit, sur la situation de la société, même si la société n'a pas habituellement de commissaire aux comptes.

En cas de transformation de la société en société anonyme, un ou plusieurs commissaires à la transformation, chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers, sont désignés par décision de justice à la demande de la gérance ; ils peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la société attestant que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport.

Le commissaire aux comptes de la société peut être nommé commissaire à la transformation.

Ces commissaires sont soumis aux incompatibilités prévues à l'article 220 de la loi du 24 juillet 1966.

Le rapport attestant que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social est tenu au siège social à la disposition des associés et déposé au greffe du Tribunal de Commerce huit jours au moins avant la date de l'assemblée. En cas de consultation écrite, le texte du rapport doit être adressé à chacun des associés et joint au texte des résolutions proposées. Ce rapport est déposé au Greffe du Tribunal de Commerce compétent huit jours avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur la transformation, et en cas de consultation écrite, huit jours avant la date limite prévue pour la réponse des associés.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A peine de nullité de la transformation, l'approbation expresse des associés doit être mentionnée au procès-verbal.

La société doit se transformer en société d'une autre forme dans le délai de deux ans, si elle vient à comprendre plus de 50 associés. A défaut, elle est dissoute, à moins que, pendant ledit délai, le nombre des associés ne soit devenu égal ou inférieur à 50.

- Article 26 - CONTESTATIONS

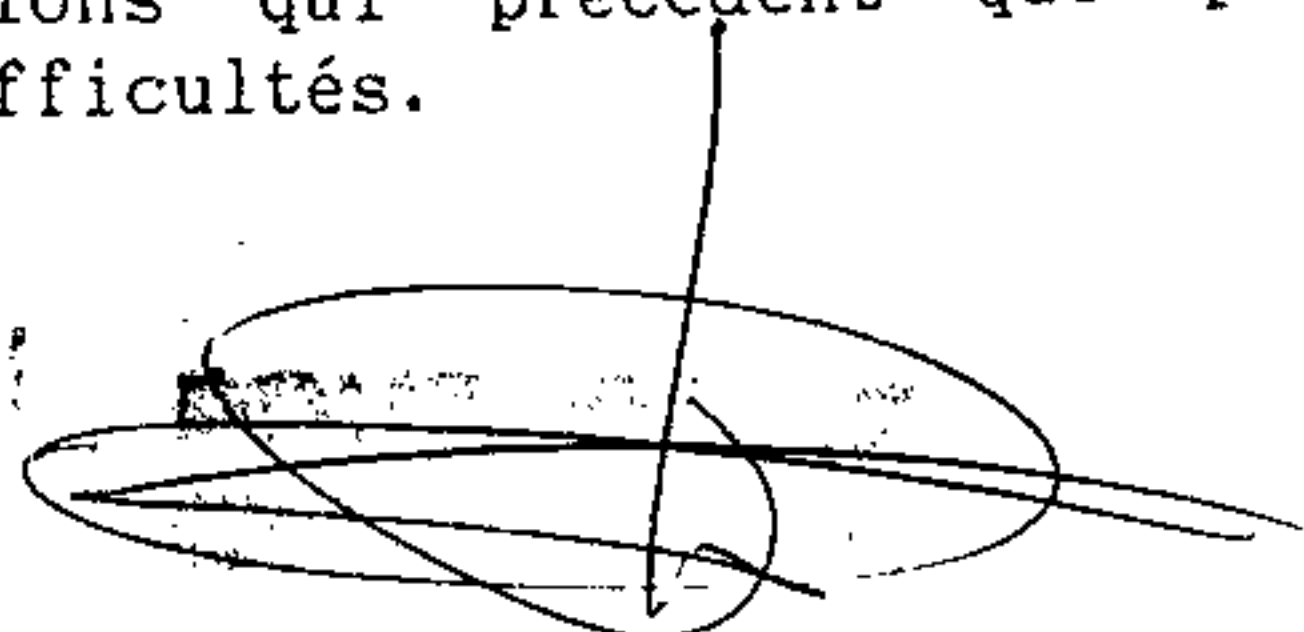
Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, les organes de gestion ou d'administration et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires sont soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de manière que le Tribunal Arbitral soit constitué en nombre impair.

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre. L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel.

Les parties attribuent compétence au Président du tribunal de commerce du lieu du siège social tant pour l'application des dispositions qui précèdent que pour le règlement de toutes autres difficultés.

A handwritten signature in dark ink is written over a circular stamp. The stamp contains some text that is mostly illegible due to the signature and the quality of the scan. The signature appears to be a cursive name, possibly "J. B. ...".